

**EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

**CANADA**

**Rapport du gouvernement**

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement canadien est reproduite ci-après.

**Note:** Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Canada.



TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. RESUME	1
II. CONTEXTE COMMERCIAL ET ECONOMIQUE	2
III. EVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (1994-1996)	2
IV. ORIENTATIONS FUTURES DE LA POLITIQUE	2
i) GATT/Organisation mondiale du commerce	3
ii) ALENA	4
iii) Relations commerciales Canada-Etats-Unis	4
iv) Autres arrangements commerciaux	4
v) Autres mesures administratives	5
vi) Questions d'actualité	6



Septembre 1996

MECANISME D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES  
DECLARATION DE PRINCIPES DU GOUVERNEMENT CANADIEN

1. RESUME

1. Depuis deux ans, l'économie canadienne, qui était déjà l'une des plus ouvertes du monde, est devenue encore plus tributaire de ses activités extérieures. L'exportation en est le volet le plus dynamique, ayant soutenu de façon impressionnante depuis deux ans une croissance stable sinon spectaculaire. Les augmentations sous-jacentes de la productivité, particulièrement dans le secteur manufacturier, où elles sont plus faciles à mesurer, ont été remarquables ces dernières années, l'économie canadienne s'adaptant aux nouvelles réalités mondiales, aux arrangements commerciaux internationaux et aux changements technologiques. Progressivement, les produits canadiens sont devenus plus concurrentiels sur le marché mondial, sans que les fluctuations du cours des devises y contribuent notablement.

2. La participation du Canada aux arrangements commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux est depuis dix ans un facteur important de cette adaptation réussie de l'économie canadienne. Une participation vigoureuse au commerce mondial ainsi qu'à l'exécution et à l'avancement de l'agenda commercial international continuera d'influencer l'approche, les stratégies et les objectifs du Canada dans ses initiatives de politique commerciale au cours des mois et des années à venir.

3. Le Canada continue à poursuivre des objectifs de libéralisation des échanges aux niveaux multilatéral, régional et bilatéral. Mais, outre cette orientation fondamentale et généralement fructueuse de l'économie canadienne en fonction du nouveau contexte et des nouveaux défis internationaux, le Canada tient scrupuleusement tous ses engagements quant à la libéralisation de son commerce extérieur, et en bénéficie. Il suit depuis deux ans, pour la gestion de sa politique commerciale, une approche consistant à gérer un grand nombre de différends commerciaux dans le contexte de l'OMC et, simultanément, dans le cadre de l'ALENA, et à développer les possibilités d'accès aux marchés en réduisant ou en éliminant les obstacles au commerce, sur le plan intérieur dans certains cas, ou relativement à certains partenaires commerciaux.

4. En particulier, le Canada participe activement à des discussions visant à élargir l'ALENA, qui ne compte encore que ses trois membres initiaux, et notamment, depuis neuf mois, à des négociations avec le Chili pour la conclusion d'un accord de libre-échange, ainsi qu'à des pourparlers sur la création d'une zone de libre-échange dans l'hémisphère pour 2005, et sur l'avènement du libre-échange, y compris en ce qui concerne l'investissement, dans la région de l'APEC pour 2010 et 2020. En outre, en prévision de la Conférence ministérielle de Singapour, qui aura lieu en décembre 1996, le Canada a entamé ou poursuivi à diverses tribunes des entretiens avec un grand nombre de ses partenaires commerciaux sur l'avancement de l'agenda commercial face aux pressions de la mondialisation et à l'évolution des circonstances économiques internationales et pour maintenir la crédibilité, le dynamisme et l'efficacité du système commercial international. Le Canada demeure déterminé à poursuivre une politique commerciale active afin de contribuer au renforcement d'un régime commercial ouvert, encadré par des règles et applicable uniformément à toutes les régions.

## II. CONTEXTE COMMERCIAL ET ECONOMIQUE

5. L'économie canadienne poursuit depuis deux ans le redressement amorcé en 1991. Les exportations constituent le principal facteur de croissance; leur contribution au PNB canadien a augmenté de façon constante, passant de 24 pour cent en 1991 à 37 pour cent en 1995, ce qui indique que l'économie continue à s'ouvrir sur le monde et reflète une spécialisation de plus en plus réussie, dans le contexte économique nord-américain et mondial. Cette forte performance à l'exportation est facilitée par une hausse de la productivité, une expansion économique soutenue aux Etats-Unis, principal partenaire commercial du Canada, la progression des termes de l'échange des principaux produits d'exportation canadiens, le taux d'inflation intérieur qui demeure bas et une devise relativement sous-évaluée. En outre, grâce à la réduction de l'endettement public et à l'amélioration de la compétitivité, le Canada affiche un compte courant positif pour la première fois depuis 1984.

6. Le maintien de la croissance aux Etats-Unis et l'amélioration des perspectives au Japon, dans la plupart des Etats membres de l'UE et sur certains autres marchés où les entreprises canadiennes sont actives, ainsi que la hausse des investissements au pays et l'amélioration de la confiance des consommateurs, devraient soutenir la croissance économique au Canada.

## III. EVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (1994-1996)

7. Sur le plan de la politique commerciale, le Canada se consacre particulièrement depuis deux ans à la mise en oeuvre du Cycle d'Uruguay et de l'Accord de libre-échange nord-américain, à la promotion d'arrangements commerciaux bilatéraux et régionaux conformes à l'Accord sur l'OMC, notamment avec Israël et le Chili, et des projets de zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et de l'APEC, ainsi qu'à la gestion d'un grand nombre de différends commerciaux, principalement avec les Etats-Unis. En outre, le gouvernement canadien a pris un certain nombre d'initiatives positives, notamment celle de simplifier le tarif douanier.

Ces initiatives comprennent des développements dans les dossiers suivants:

- i) Cycle d'Uruguay
- ii) Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)
- iii) Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis
- iv) Accord de libre-échange Canada-Israël
- v) ZLEA
- vi) APEC
- vii) Marchés publics
- viii) Simplification du régime douanier
- ix) Règles d'origine
- x) Droits antidumping et compensateurs
- xi) Sauvegardes
- xii) Accord sur le commerce intérieur

## IV. ORIENTATIONS FUTURES DE LA POLITIQUE

8. La politique commerciale canadienne a réussi dans une large mesure depuis 15 ans à tirer parti d'une économie de plus en plus compétitive sur le plan international pour établir avec les partenaires commerciaux un cadre mondial et régional propice à l'amélioration de l'accès aux marchés et au renforcement du système assujéti à des règles. Pour l'avenir, la philosophie fondamentale consistant à rechercher la libéralisation et l'ouverture des marchés, en vertu de règles et de pratiques sanctionnées par des accords internationaux, va demeurer la base de la politique commerciale canadienne. Les séries

de négociations commerciales à grand retentissement qui ont eu lieu depuis 1986, les récents succès à l'exportation et l'intérêt que leur ont accordé les médias ont convaincu la plupart des acteurs de l'économie canadienne que le commerce extérieur est vital pour le bien-être économique du pays. La croissance économique, la création d'emplois et le maintien du niveau de vie dépendent en effet de la capacité du Canada à attirer de nouveaux investissements et de nouvelles technologies, à appliquer de grandes politiques qui ne désavantagent pas les fournisseurs de services et les producteurs canadiens sur le marché mondial et à conserver et élargir son accès aux marchés étrangers de produits et de services.

Au cours des années à venir, la politique commerciale canadienne va:

- demeurer un élément et un instrument du programme du gouvernement canadien en faveur de la croissance micro-économique et de la création d'emplois;
- demeurer un élément central, et de plus en plus important, de la politique étrangère canadienne de l'après-guerre froide la politique commerciale est un important aspect des relations bilatérales du Canada, qui entend continuer à l'utiliser pour bâtir un système multilatéral plus ferme afin d'assurer la stabilité et la croissance économique internationales; et
- continuer à refléter la profonde transformation qui s'opère au Canada et dans l'économie mondiale, tant sur le plan géographique qu'en termes de secteurs et de dossiers.

En particulier, pour élaborer et appliquer la politique commerciale, le gouvernement canadien va:

- veiller à ce que les entreprises canadiennes tirent profit des occasions d'affaires que présente un marché de plus en plus mondialisé en stimulant leur intérêt pour les débouchés à l'étranger et pour l'investissement étranger;
- promouvoir la libéralisation des échanges et le développement du système commercial encadré par des règles, grâce à l'Organisation mondiale du commerce, à l'ALENA et à d'autres arrangements régionaux ou bilatéraux; et
- gérer la relation commerciale avec les Etats-Unis de manière à maintenir les avantages que le Canada retire de ce qui constitue de loin son plus grand marché étranger.

9. Pour atteindre ses objectifs économiques et commerciaux généraux, le gouvernement canadien entend continuer à appliquer des politiques commerciales favorisant une plus grande libéralisation des marchés, la réduction des obstacles au commerce, le renforcement du système commercial multilatéral encadré par des règles, et le resserrement des disciplines internationales visant les subventions directes et indirectes. En outre, le Canada entend continuer à faire preuve de leadership dans les nouveaux dossiers qui émergent sur la scène internationale.

i) GATT/Organisation mondiale du commerce

10. Durant tout l'après-guerre, le GATT a représenté la pierre angulaire de la politique commerciale canadienne. Maintenant que les résultats des négociations du Cycle d'Uruguay sont mis en application, l'efficacité de l'Organisation mondiale du commerce est une des grandes priorités du gouvernement canadien en matière de politique commerciale. C'est ainsi qu'il participe aux activités courantes de l'OMC, y compris ses conseils, comités et groupes de travail, son Organe de règlement des différends

et son Organe d'appel, sans oublier le Mécanisme d'examen des politiques commerciales, sur lesquels se pencheront les ministres à leur conférence de décembre prochain à Singapour. Le Canada continue aussi à participer activement aux pourparlers sur une trentaine de demandes d'accession à l'OMC et aux négociations en cours concernant les services financiers et les télécommunications. Il entend continuer à utiliser le forum du GATT/de l'OMC et d'autres tribunes institutionnelles appropriées pour les discussions sur les dossiers commerciaux émergents, y compris l'environnement et l'investissement considérés par rapport au commerce. En outre, le Canada entend rechercher en priorité une meilleure coordination des activités et une plus grande coopération dans le cadre de processus comme ceux du G7 et de la QUAD et au sein d'autres organisations internationales-clés comme le FMI, la BIRD et l'OCDE, en vue d'un fonctionnement efficace et transparent du système commercial et économique mondial.

ii) ALENA

11. La Commission du libre-échange poursuit au niveau ministériel la mise en place des institutions de l'ALENA. Des fonctionnaires des trois pays s'attachent, au sein des divers comités et groupes de travail prévus par l'Accord, à développer ce dernier. Les groupes de travail et comités constituent aussi un forum permettant de régler les litiges avant qu'ils n'aient des conséquences graves. Outre les comités et groupes de travail officiels prévus par l'Accord, chaque pays a désigné un coordonnateur sous-ministériel de la mise en oeuvre de l'ALENA, qui consulte régulièrement ses homologues. Les autorités infranationales ont maintenant terminé la communication de leurs réserves, comme le prévoit l'Accord. Les secrétariats à l'environnement et au travail créés par les deux accords nord-américains de coopération, dits "accords parallèles" de l'ALENA, ont entrepris l'exécution des programmes de travail définis par les ministres des trois pays.

12. En juin 1995, des négociations ont été entamées sur l'accession du Chili à l'Accord, puis suspendues, l'administration des Etats-Unis n'ayant pu obtenir du Congrès le pouvoir de négocier sans entrave.

iii) Relations commerciales Canada-Etats-Unis

13. Dans le contexte des règles et engagements inscrits dans l'ALENA et l'Accord sur l'OMC, le Canada continuera à appliquer une politique commerciale visant à préserver et élargir l'accès des entreprises canadiennes au marché des Etats-Unis et à défendre les intérêts commerciaux canadiens.

- La gestion rigoureuse des différends commerciaux bilatéraux avec les Etats-Unis demeure une grande priorité stratégique. Elle porte actuellement sur les exportations de bois d'oeuvre, l'embargo commercial Helms-Burton contre Cuba et la défense du régime canadien de gestion de l'offre, contesté par les Etats-Unis en vertu de l'ALENA. Le Canada résiste également aux contestations élevées par les Etats-Unis contre les intérêts commerciaux des industries culturelles canadiennes.
- A la faveur de contacts bilatéraux au niveau ministériel, ainsi qu'aux réunions de la Commission et des groupes de travail de l'ALENA et à d'autres occasions où les ministres se rencontrent, les intérêts commerciaux canadiens seront poursuivis et la politique commerciale Canada-Etats-Unis sera renforcée.

iv) Autres arrangements commerciaux

14. Le Canada a signé le 31 juillet 1996 un accord de libre-échange avec Israël comportant l'élimination des droits de douane sur les produits industriels, l'accès en franchise ou à tarif modeste pour divers produits agricoles et halieutiques, et l'institution d'une procédure de règlement des différends.



15. Comme l'administration des Etats-Unis ne pouvait poursuivre les négociations sur l'accession du Chili sans un mandat adéquat, le Canada a entrepris de négocier un accord bilatéral provisoire de libre-échange, basé sur les principes et les disciplines de l'ALENA, avec le Chili afin de faciliter son accession ultérieure à l'ALENA et d'intensifier les échanges mutuels. Cet accord bilatéral portera sur le commerce des biens et des services, l'investissement et le règlement des différends.

16. A l'échelle de l'hémisphère, le Canada participe aux travaux des groupes de travail chargés de préparer les négociations sur la ZLEA. Les consultations ont surtout concerné jusqu'à maintenant l'échange d'informations et la définition des sujets des négociations.

17. En mai 1996, le Canada a présenté son plan d'action pour l'APEC, en même temps que les autres pays membres, ce qui est une première étape vers la libéralisation des échanges commerciaux dans la région.

v) Autres mesures administratives

Examen de la Loi sur les mesures spéciales d'importation

18. La Loi sur les mesures spéciales d'importation, adoptée en 1984, a codifié et actualisé les lois canadiennes sur les recours commerciaux en y incorporant les résultats du Tokyo Round et les recommandations du Parlement concernant les principes du système. Conformément à la pratique normale des gouvernements qui révisent leurs lois de temps à autre, un sous-comité parlementaire a été chargé au printemps 1996 d'examiner la Loi sur les mesures spéciales d'importation pour déterminer si elle répond toujours aux besoins de toutes les catégories de gens d'affaires canadiens en matière de compétition. Le sous-comité doit tenir des audiences publiques et recommander les améliorations à apporter à la loi, s'il y a lieu, à la fin 1996.

19. En 1994, le gouvernement canadien a annoncé la révision, sur une période de trois ans, du régime douanier devenu de plus en plus complexe au fil des années. Cette révision a un double objet: rendre le régime plus sensible aux pressions concurrentielles que subit l'industrie canadienne du fait de la libéralisation des échanges, et le simplifier de manière à ce qu'il soit plus transparent et plus prévisible. Dans le cadre de cette révision, les taux NPF sur un large éventail d'intrants manufacturiers ont été réduits en juin 1995, ce qui bénéficiera non seulement aux fabricants canadiens mais aussi aux fournisseurs étrangers de ces produits.

20. Après plus de deux ans d'études et de consultations, un nouvel avant-projet de tarif des douanes simplifié a été publié en mars 1996 pour solliciter les avis du public. Il comporterait de nouvelles réductions des taux, une diminution sensible du nombre de dispositions tarifaires et une structure des taux simplifiée. La plupart des marchandises seraient classées avec leur traitement douanier dans une seule liste, plutôt que dans plusieurs listes et un grand nombre de règlements comme à l'heure actuelle. Par ailleurs, le projet rationalise les dispositions législatives, élimine les conditions de non-fabrication au Canada dans certaines dispositions tarifaires autorisant l'admission en franchise et dans les procédures administratives connexes, et remplace le programme de remise sur les machines par l'admission en franchise des machines non disponibles et l'imposition de droits de douane sur les machines disponibles. Le nouveau tarif serait plus simple, plus transparent et plus prévisible, réduisant ainsi le fardeau de la réglementation et les frais qu'il occasionne aux importateurs. Une fois terminées les consultations lancées en mars dernier, une loi de mise en oeuvre sera préparée et le nouveau tarif devrait entrer en vigueur en 1998.

21. Parmi ses autres initiatives de libéralisation du commerce international, le Canada a prorogé en 1994, pour une nouvelle période de dix ans, le tarif de préférences général, qui aide les pays les

moins développés à accroître leurs exportations et leurs recettes. Il a en outre institué, au 1er janvier 1996, une réduction de certains taux prévus par ce tarif préférentiel, et en a étendu l'application à de nouveaux produits.

vi) Questions d'actualité

22. Un certain nombre de nouvelles questions sont apparues à l'ordre du jour de la politique commerciale ces dernières années; la mondialisation de l'économie et son impact sur les politiques nationales nécessitent la définition de nouvelles règles plus précises à ce sujet.

23. Certains principes doivent présider à la définition de ces "nouveaux dossiers" commerciaux. En premier lieu, le Canada ne croit pas qu'il soit opportun, en règle générale, d'appliquer des sanctions commerciales pour imposer les normes de conduite d'un pays à un autre pays; il faut trouver d'autres solutions par la consultation internationale et l'adoption de règles. Deuxièmement, il faut prendre garde que les nouvelles règles ne servent à des fins protectionnistes. Troisièmement, le Canada fonde son approche sur la conviction que les règles du système commercial international ne sont pas contraires aux grands objectifs sociétaux, mais plutôt complémentaires.

24. Le Canada estime que c'est à l'OMC qu'il appartiendra de coordonner la plus grande partie de cette activité, à mesure que les dossiers sont mieux compris et que la nécessité de les négocier sera acceptée après discussion et consultation. Il est important que l'OMC montre qu'elle peut gérer ses tâches immédiates: supervision de la pleine mise en oeuvre de toutes les obligations issues du Cycle d'Uruguay, application régulière et intégrale du nouveau mécanisme de règlement des différends, et orientation des négociations sur les questions à l'ordre du jour du Cycle d'Uruguay qui sont restées en suspens et sur l'accession de nouveaux membres afin qu'elles produisent rapidement des résultats favorables.

25. L'OMC doit aussi être en mesure de répondre rapidement et efficacement aux besoins du système commercial mondial dans lequel elle évolue. En particulier, elle devra veiller à faire réaliser les travaux préparatoires appropriés pour permettre à la fois l'examen et les négociations complémentaires prévus à l'ordre du jour implicite, et coordonner ou effectuer les travaux nécessaires sur des sujets comme l'investissement et la politique de concurrence, afin de préserver et de renforcer un système moderne, crédible et transparent au seuil du nouveau siècle.

26. Une fois réalisées les analyses pertinentes dans divers forums appropriés, le Canada, de concert avec le secteur privé et les provinces, voudra que l'OMC traite ces sujets selon sa compétence et son mandat.

27. La Conférence ministérielle de Singapour sera particulièrement importante dans ce contexte. Il y a beaucoup à accomplir et il faudra gérer l'ordre du jour rigoureusement et efficacement afin de faire évoluer le système commercial mondial et, dans une optique plus large, le système économique international, dans l'intérêt de tous.